



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/C.2/46/12
15 novembre 1991
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-sixième session
Points 12, 77, 78, 79, 81,
88 et 89 de l'ordre du jour

RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL
DEVELOPPEMENT ET COOPERATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE
CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR L'ENVIRONNEMENT ET LE
DEVELOPPEMENT

PROTECTION DU CLIMAT MONDIAL POUR LES GENERATIONS
PRESENTES ET FUTURES

CRISE DE LA DETTE EXTERIEURE ET DEVELOPPEMENT

MISE EN VALEUR DES RESSOURCES HUMAINES

RESPECT DES ENGAGEMENTS ET APPLICATION DES POLITIQUES
CONVENUS DANS LA DECLARATION SUR LA COOPERATION
ECONOMIQUE INTERNATIONALE, EN PARTICULIER LA RELANCE
DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE ET DU DEVELOPPEMENT
DANS LES PAYS EN DEVELOPPEMENT

Lettre datée du 8 novembre 1991, adressée au Secrétaire
général par le Représentant permanent de la Jamaïque
auprès de l'Organisation des Nations Unies

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte du rapport du Groupe d'experts du Commonwealth intitulé "L'évolution de la situation mondiale et le développement économique : une étape nouvelle", que les chefs de gouvernement du Commonwealth ont approuvé à la réunion qu'ils ont tenue à Harare du 16 au 22 octobre 1991.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte du résumé analytique figurant aux pages 1 à 10 du rapport comme document officiel de l'Assemblée générale au titre des points 12, 77, 78, 79, 81, 88 et 89 de l'ordre du jour de la quarante-sixième session.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent

(Signé) Herbert S. WALKER

ANNEXE

Résumé analytique du rapport du Groupe d'experts du Commonwealth intitulé "L'évolution de la situation mondiale et le développement économique : une étape nouvelle"

Evolution et développement

1. Notre groupe a été créé en 1989 à un moment où un peu partout dans le monde on constatait avec préoccupation que la situation dans laquelle se trouvaient les pays en développement avait changé radicalement au cours des années 80 et que, pour la plupart d'entre eux, la croissance économique demeurait un objectif hors de portée. Les changements politiques et économiques intervenus à l'échelle mondiale et leurs incidences sur le processus de développement, ainsi que les moyens d'améliorer les politiques - nationales et internationales - de développement constituent les principaux thèmes de notre rapport.

2. Les principaux éléments des changements intervenus au cours des années 80, qui ont influé sur le processus de développement, sont les suivants :

- i) L'alourdissement de la dette des pays en développement;
- ii) La très nette réduction des apports financiers nets aux pays en développement;
- iii) La baisse du taux mondial d'épargne et la concurrence accrue que se livrent les pays pour obtenir leur part des fonds disponibles;
- iv) L'élimination des tensions entre l'Est et l'Ouest et les possibilités accrues de réduire les dépenses militaires;
- v) Le ralentissement des progrès dans les domaines de l'éducation, de la santé et de la nutrition dans nombre de pays en développement;
- vi) Le resserrement des relations économiques internationales et l'évolution de la structure des échanges commerciaux;
- vii) Le renforcement de l'intégration régionale;
- viii) Le rôle accru de petits groupes d'importants pays, tels que le Groupe des Sept, dans la gestion de l'économie mondiale;
- ix) La réorientation des politiques économiques nationales, en particulier dans les pays développés, vers une économie de marché; et les répercussions que celle-ci a eues sur la coopération au développement et les notions d'équité et d'aide en tant qu'éléments du bien commun;

- x) La généralisation du processus démocratique et le mouvement mondial contre l'étatisme;
- xi) L'aggravation de la dégradation de l'environnement et le fait que les pays comprennent de plus en plus qu'ils ont tous intérêt à y mettre fin;
- xii) La nécessité accrue d'adopter des politiques démographiques;
- xiii) L'intensification des migrations transfrontières aussi bien dans les pays développés que dans les pays en développement;
- xiv) L'intensification du trafic des drogues;
- xv) L'importance accrue accordée à la nécessité de mieux assurer l'égalité des sexes.

3. En ce qui concerne le développement, ces modifications sont sources aussi bien de possibilités nouvelles que de problèmes. Elles ont généralement accru l'interdépendance et ont renforcé la communauté d'intérêts en matière de développement durable. Elles ont amené à rechercher une plus grande sécurité économique, mais elles ont également compliqué la gestion de l'économie mondiale et se sont accompagnées d'un affaiblissement de l'attachement à la cause du multilatéralisme et de l'assistance au développement. Une approche nouvelle à la coopération internationale s'impose si l'on veut que les possibilités qu'offrent ces changements soient exploitées de façon positive pour promouvoir le développement et lutter contre la paupérisation et la pauvreté.

Le point de départ

4. Les années 80 ont été marquées par des disparités économiques croissantes. Alors que les pays industrialisés traversaient leur période de croissance soutenue la plus longue depuis la seconde guerre mondiale et que certains pays en développement, notamment en Asie, enregistraient, eux aussi, des résultats très satisfaisants, la plupart des pays en développement d'Afrique et d'Amérique latine se trouvaient aux prises avec des difficultés économiques aiguës : le capital physique et humain se détériorait et la malnutrition se généralisait. Malgré les programmes d'ajustement de grande envergure qu'ils avaient adoptés, à la fin de la décennie la plupart des pays en développement ne disposaient plus de moyens suffisants pour faire face aux chocs économiques.

5. Pour la plupart des pays en développement les perspectives demeurent sombres. La paupérisation, la pauvreté aiguë, la famine et la dégradation de l'environnement risquent de s'aggraver. Voilà une situation qui contraste très nettement avec celle des pays industrialisés et de quelques pays en développement qui peuvent compter sur une prospérité accrue au cours des années 90.

Evolution des systèmes nationaux

6. L'aggravation de la situation économique et les malaises politiques croissants au cours des années 80 ont amené la plupart des pays en développement et les pays d'Europe orientale à chercher à améliorer leurs systèmes et institutions.
7. Parallèlement à cette évolution sont apparus des changements des conceptions politiques, qui sont inextricablement liés à cette évolution. On s'attache de plus en plus à améliorer la gestion des affaires publiques, la fondant sur la démocratie et le pluralisme, une bonne administration, la primauté du droit, la protection des droits de l'homme et la décentralisation du processus de prise de décisions.
8. Des réformes profondes ont été adoptées qui, dans le domaine économique, ont été axées sur une plus grande ouverture et une plus grande souplesse des orientations, celles-ci étant, en outre, davantage orientées vers l'économie de marché.
9. La relation entre la gestion des affaires publiques et le développement est complexe. Il est toutefois manifeste que diverses conditions doivent être remplies pour assurer un développement durable. Cette diversité est facilitée par la bonne gestion des affaires publiques, mais il n'existe pas de modèle unique valable à l'échelle universelle.
10. Au cours des années 80, malgré l'aggravation de la pauvreté et l'insuffisance croissante des ressources humaines, bon nombre de pays en développement ont adopté des mesures propices à la bonne gestion des affaires publiques. Mais il ne suffit pas d'adopter des politiques rationnelles. Sans une assistance extérieure suffisante, les efforts nationaux n'aboutiront pas dans un avenir prévisible. Une coopération technique et financière accrue et une réforme du système international s'imposent.

Le système international

11. La création de l'Organisation des Nations Unies et les institutions issues de la Conférence de Bretton Woods étaient d'importants points de repère. Mais le système actuel est insuffisant pour pouvoir faire face aux réalités nouvelles des relations internationales.
12. Une interdépendance accrue suppose nécessairement que les pays renoncent à leur liberté d'action au niveau national et reconnaissent que seule une coopération plus étroite peut leur apporter bon nombre d'avantages économiques et autres et leur éviter des inconvénients. L'amélioration de la structure des institutions et mécanismes internationaux, y compris la prise des décisions par consensus, peut contribuer à ce processus.
13. La fin de la guerre froide offre de nouvelles possibilités de relever systématiquement ce défi et tant d'autres qui se poseront à l'avenir. L'Organisation des Nations Unies peut, par exemple, promouvoir une conception plus globale de la sécurité qui tienne compte du développement économique et social, des changements écologiques, des droits de l'homme et des migrations.

14. Dans le domaine économique, les pratiques du FMI, de la Banque mondiale et du GATT sont de moins en moins adaptées à l'évolution des besoins en matière de gestion de l'économie mondiale. Les grands pays industrialisés ont créé des groupes restreints au sein desquels ils se consultent de plus en plus et renforcent la coordination de leurs activités. Toutefois, les résultats qu'ils ont obtenus ont été limités. Les pays en développement constatent avec préoccupation que l'on ne prête pas suffisamment attention aux incidences internationales des politiques nationales des grandes puissances économiques. Le FMI peut jouer un rôle important pour remédier à cette situation en améliorant les activités de surveillance, notamment pour faire en sorte que l'ajustement soit symétrique. Il faut par ailleurs améliorer la mise en place de dispositifs de sécurité et de mécanismes de compensation au profit des pays dont l'économie est particulièrement vulnérable aux chocs extérieurs, par exemple les fortes hausses des cours de l'énergie.

15. L'économie de la plupart des pays en développement demeure extrêmement vulnérable aux chocs exogènes. Ceux-ci peuvent être très durement ressentis dans le cas des produits de base, dont les cours sont par essence instables. Les dispositifs de financement compensatoire existants, auxquels les pays intéressés peuvent faire appel en cas de chute des recettes d'exportation de produits de base et de fortes hausses du coût des importations de céréales et de pétrole, doivent être renforcés. Il faut notamment renforcer la Facilité de financement compensatoire et de financement pour imprévus du FMI.

16. Pour aider à résoudre le problème des produits de base, plutôt que de se borner à l'atténuer, il faut davantage appuyer les mesures de diversification et de développement des produits de base. De nouvelles dispositions doivent être prises en faveur des pays à faible revenu lourdement endettés pour compenser l'impact des fortes hausses des taux d'intérêt à court terme.

17. Les pays en développement ont le sentiment que le système international n'appuie ni les efforts d'ajustement à long terme ni la mise en place d'un cadre davantage axé sur la croissance. La capacité du système de répondre aux besoins en matière de financement du développement est elle aussi de plus en plus contestée. La capacité des institutions financières multilatérales devrait être renforcée et l'APD bilatérale accrue pour remédier à cette situation. Les pays en développement s'inquiètent aussi de la crise de liquidité à l'échelle mondiale. Les banques commerciales hésitant à octroyer des prêts, il est indispensable d'accroître les liquidités pour faciliter le développement, par le biais de nouvelles allocations de droits de tirage spéciaux et d'une augmentation des quotes-parts au FMI.

18. Les relations commerciales et autres qui unissent les pays ont radicalement changé; il faut donc renforcer le GATT, notamment et surtout pour appliquer de façon efficace les résultats des négociations multilatérales d'Uruguay.

19. Le Commonwealth se préoccupe en particulier de la vulnérabilité des petits Etats. La communauté internationale a l'obligation morale de mettre en place des mécanismes qui permettent de répondre rapidement aux demandes d'aide émanant des pays qui sont l'objet de menaces économiques ou autres.

Ressources humaines

20. Si l'on veut que les pays en développement tirent parti des changements technologiques récents, il faut investir davantage dans l'enseignement et la formation. L'investissement est de plus en plus axé sur les technologies nouvelles, parfois complexes, que seule une main-d'oeuvre qualifiée peut assimiler. Les pays en développement ont besoin d'un plus grand nombre de chercheurs et de technologistes, non seulement pour mettre au point des techniques autochtones, mais aussi pour adapter celles qu'ils importent. Un programme d'étude davantage axé sur les technologies nouvelles peut contribuer à remédier à cette situation.

21. La population du monde continue de s'accroître trop rapidement; ce n'est que bien avant dans le XXI^e siècle que les taux d'accroissement annuel commenceront à baisser considérablement, à moins qu'il n'y ait quelque événement cataclysmique, tel qu'une pandémie de SIDA. Plus des trois quarts de la population mondiale vivent dans des pays en développement et la proportion ne fait qu'augmenter. Si l'on veut pouvoir répondre aux besoins et aspirations de ces pays, le taux d'accroissement de leur population devra baisser considérablement. Cette baisse est notamment tributaire d'un meilleur accès aux services de planification de la famille et d'améliorations en ce qui concerne l'enseignement, la santé, la place de la femme dans la société et le progrès économique lui-même.

22. L'émigration des citoyens les plus capables et entreprenants prive bon nombre de sociétés, en particulier celles des pays en développement, d'une partie de leurs ressources humaines les plus précieuses et entrave considérablement leur développement. Il faut redoubler d'efforts pour réduire l'exode des cerveaux par des moyens volontaires. Un phénomène de plus en plus inquiétant des années 80 et du début des années 90 a été l'afflux de réfugiés de toutes sortes - économiques, politiques, écologiques. Les mouvements transfrontières en Afrique et en Asie illustrent tout particulièrement ce phénomène. Il faudra adopter une approche multiforme qui s'appuie sur des mesures tendant à atténuer la pauvreté et la dégradation de l'environnement et sur des mécanismes permettant de concilier les différences qui reposent sur l'appartenance à des groupements ethniques ou religieux et des idéologies politiques.

Financement

23. Le montant de l'aide financière extérieure que les pays en développement recevaient à la fin des années 80 était sensiblement moins élevé qu'au début de la décennie. Certains de ces pays procédaient à d'importants transferts vers les grandes puissances industrielles au moment même où ils avaient besoin de moyens financiers accrus.

24. La fin de la guerre froide et la libéralisation économique ont amené l'Union soviétique et l'Europe orientale à réclamer leur part de l'épargne mondiale. D'autres besoins voient également le jour, notamment la reconstruction des pays du Golfe.

25. Le rang de priorité élevé donné aux politiques monétaires dans la lutte contre l'inflation, ainsi que le très net déséquilibre mondial entre l'offre et la demande d'épargne, suppose que les taux d'intérêt demeureront vraisemblablement élevés. Cela ne fera qu'alourdir le fardeau que représente le service de la dette des pays en développement. Ces pays continueront probablement à éprouver des difficultés à obtenir des fonds de sources privées, dans la mesure où l'Europe de l'Est et l'Allemagne, du fait de son unification, entreront très vraisemblablement dans la course. On risque de voir les courants d'aide publique et privée dont ils bénéficiaient détournés non seulement vers l'Europe orientale et l'Union soviétique, mais également vers le Moyen-Orient, ce qui est un autre sujet de préoccupation dans bon nombre de pays en développement.

26. Une réduction des dépenses militaires des pays industrialisés pourrait toutefois aboutir à un accroissement de l'assistance aux pays en développement, bien que bon nombre d'autres pays prétendent à ces dividendes de la paix. De leur côté, les pays en développement pourraient eux aussi réduire leurs dépenses militaires, en particulier si les exportateurs d'armes font preuve de modération. Cela libérerait des ressources aux fins du développement.

27. Une part importante des ressources supplémentaires dont les pays en développement ont besoin pourrait provenir d'une meilleure mobilisation des ressources intérieures. Il faudrait pour cela adopter des politiques macro-économiques appropriées.

28. La communauté internationale devrait prendre des mesures plus efficaces pour aider les nombreux pays débiteurs à faire face à la situation difficile dans laquelle ils se trouvent. Malgré les mesures d'allègement de la dette déjà prises, le problème de l'endettement ne fait que s'aggraver. Alors que l'initiative Brady permettra sans doute à certains pays à revenu intermédiaire d'avoir bientôt de nouveau accès à des flux de capitaux spontanés, dans l'ensemble son impact demeure limité. Quant à la dette publique bilatérale des pays à faible revenu fortement endettés qui exécutent des programmes d'ajustement, les conditions dont il a été convenu à Toronto n'ont apporté qu'un allègement fort limité, bien que les pays dont les créanciers ont annulé la dette aient été nettement plus soulagés. Les conditions proposées à la Trinité-et-Tobago, dont l'objet est d'alléger encore plus la dette de ces pays, devraient être adoptées par les créanciers du Club de Paris. Il faut également prendre des mesures en ce qui concerne la dette multilatérale, qui présente des problèmes particuliers. Les approches à la dette doivent être globales et régies par une répartition équitable de la charge entre créanciers publics et commerciaux. Une manière d'aider tous les pays débiteurs à faire face aux problèmes de liquidité serait d'allouer des droits de tirage spéciaux ou d'accroître les quotes-parts au FMI.

29. La baisse des transferts réels nets vers les pays en développement au cours des années 80 est due à la forte contraction des apports privés. Bien que ces apports aient enregistré une certaine reprise, celle-ci n'a bénéficié qu'à un petit nombre de pays. Il faut prendre des mesures d'envergure sur

plusieurs fronts pour augmenter le nombre des pays capables de se procurer des capitaux privés. Il faut s'efforcer particulièrement d'inverser la fuite de capitaux et encourager les travailleurs émigrés à rapatrier une partie de leur salaire.

30. S'ils font preuve de la volonté politique voulue, tous les pays développés pourraient atteindre l'objectif dont il a été convenu à l'ONU en ce qui concerne l'aide publique au développement (0,7 % du PNB) dans des délais donnés. Il est indispensable d'accroître les transferts sous forme de dons et d'augmenter considérablement l'aide alimentaire. Il est hautement souhaitable d'utiliser de façon plus efficace l'aide publique au développement, de délier davantage les engagements et d'alléger les procédures d'achat.

Commerce

31. Bien qu'au cours des années 80 le volume total du commerce de marchandises se soit considérablement accru, beaucoup de pays se sont heurtés à de graves difficultés commerciales. Nombre de pays en développement n'ont pratiquement pas bénéficié de cette croissance.

32. Parmi les nouveaux facteurs qui ont influé sur le commerce international, il y a eu la mondialisation accrue de la production par suite du progrès technologique, de la facilitation de l'investissement étranger et de la plus grande concentration des sociétés; l'application par bon nombre de pays en développement de politiques plus extraverties; l'accélération de la transformation structurelle; et les préoccupations croissantes que suscite l'environnement.

33. Parmi les mesures prises pour faire face à cette situation, citons le recours accru à l'encadrement du commerce, à l'unilatéralisme et au régionalisme. Le multilatéralisme, tel qu'il est consacré dans les règles du GATT, a été de plus en plus menacé, avec les graves conséquences qui en découlent pour le système économique international.

34. Il faudra améliorer le climat international si l'on veut que le commerce international se développe à un rythme satisfaisant et que tous les pays partagent les avantages qui en découleront. Deux éléments sont cruciaux : des marchés plus ouverts et une adhésion plus stricte aux règles adoptées à l'échelle multilatérale sur la base des principes universellement acceptés de transparence et de non-discrimination. Pour que ces critères soient appliqués, il est indispensable que les négociations commerciales multilatérales d'Uruguay soient rapidement couronnées de succès. A l'heure actuelle, l'issue de ces négociations est menacée. Un important obstacle est l'impasse dans laquelle se trouvent les Etats-Unis et la Communauté européenne en ce qui concerne les questions agricoles, dont la solution dépendra en grande mesure du calendrier d'application et des résultats des mesures envisagées par la Communauté économique pour réformer sa politique agricole commune. Des accords équilibrés portant sur les questions de fond devront également être conclus dans des domaines clefs tels que les textiles et l'industrie de l'habillement, les mesures de sauvegarde et les subventions.

Mise au point et transfert de technologies

35. Le progrès technologique s'est accéléré au cours des années 80. Des progrès ont été enregistrés dans de nombreux domaines, mais ce sont les effets de la micro-électronique, des télécommunications et de l'informatique qui ont été particulièrement importants, dans la mesure où ils étaient à la fois distincts et synergetiques. Certaines autres technologies nouvelles devraient avoir des incidences analogues au cours des années à venir. Il s'agit notamment de la biotechnologie dans le domaine de l'agriculture, des soins de santé, de l'énergie et de l'environnement; des matériaux nouveaux tels que les fibres optiques, les plastiques spéciaux, la céramique trempée et les matériaux composites; ainsi que des sources d'énergie nouvelles et renouvelables telles que l'énergie solaire.

36. Dans l'ensemble, les répercussions de ces technologies de pointe sur la croissance économique et le développement ont été très positives. Toutefois, l'ajustement dans certains pays et entre certains groupes de pays et l'exploitation des avantages continuent de poser des problèmes. La restructuration et le recyclage sont donc des éléments essentiels de la gestion du changement technologique, tout comme la mise en place de moyens technologiques autochtones. Dans la mesure où les pays ont adopté et exploité avec succès les nouvelles technologies, leur production a augmenté et leur compétitivité s'est améliorée sur le plan international. Dans les pays économiquement moins développés, le changement technologique a été généralement plus difficile à assimiler et à gérer. En revanche, ces pays peuvent et doivent être aidés à s'adapter à ces changements et, partant, être en mesure de tirer parti des possibilités qui s'offrent à eux.

37. Les technologies nouvelles ont commencé à influencer sur l'organisation du travail. Dans les entreprises, les anciennes structures hiérarchiques sont en train d'être remplacées par des modes d'exploitation plus souples fondés sur le travail en groupe. Qui plus est, les technologies nouvelles ont déjà commencé à modifier la division internationale du travail et à influencer sur la structure des échanges commerciaux mondiaux. Elles augmentent l'inchangeabilité des services et estompent la distinction entre biens et services.

38. Les technologies matures exercent aussi, de diverses façons, une influence sur les pays en développement que ce soit en matière de production de biens ou d'utilisation de l'énergie. A mesure que les pays en développement s'industrialisent, cette dernière deviendra de plus en plus importante. Le coût des moyens mis en oeuvre pour accroître l'efficacité de la transformation et de l'utilisation de l'énergie devrait être compensé par la réduction des coûts écologiques et autres de l'énergie, que celle-ci soit importée ou produite sur place.

39. Il est plus indispensable que jamais de poursuivre sans relâche une politique tendant à renforcer la mise en valeur des ressources humaines, en particulier l'enseignement des sciences physiques, pour que les pays en développement puissent assimiler la technologie.

Environnement

40. Tous les pays ont contribué aux problèmes écologiques du monde, mais leur degré de responsabilité varie considérablement d'un pays à l'autre. Dernièrement, l'idée que se faisait le public des questions écologiques a subi des modifications profondes et, dans bon nombre de pays développés, ces questions bénéficient maintenant de la priorité dans les programmes gouvernementaux. Mais ces pays n'ont pas encore réussi à utiliser les ressources d'une manière écologiquement durable et, partant, à mettre un terme à la dégradation de l'environnement. Leur structure économique et leurs modes de vie ont souvent des incidences à l'échelle mondiale. C'est ainsi que le réchauffement de la planète est causé essentiellement par la consommation de combustibles fossiles aux fins de l'industrialisation, des transports et d'autres activités et que l'appauvrissement de la couche d'ozone est imputable à l'utilisation de chlorofluorocarbones. Dans les pays en développement, les effets sont généralement plus circonscrits - érosion du sol et désertification, causées par la pression sur la terre et le déboisement, par exemple - et ont souvent été causés par la pauvreté. La destruction rapide des forêts a toutefois des incidences à l'échelle mondiale et contribue à accroître les émissions de gaz à effet de serre et de chlorofluorocarbones. Pour rompre ce cercle vicieux de l'interaction entre la pauvreté et la dégradation de l'environnement, il faudra procéder à d'importants investissements. Il en va de même de la réduction de l'usage que font les pays développés des ressources écologiques qui nécessitera en outre des modifications profondes des modes de vie.

41. Les problèmes écologiques ont des dimensions multiples et il faut s'y attaquer sur divers fronts. Tous les pays doivent redoubler d'efforts pour s'attaquer aux problèmes écologiques locaux en intégrant des considérations d'ordre écologique dans les politiques économiques et en utilisant des instruments économiques pour promouvoir le développement durable. Il ne suffit toutefois pas de prendre des mesures au seul niveau national. Certains problèmes écologiques menacent l'humanité tout entière, soulignant l'interdépendance des nations et la nécessité, pour tous les pays, d'oeuvrer à un développement durable à l'échelle mondiale.

42. Toutes les nations ont intérêt à sauvegarder l'avenir de la planète, mais elles ne s'entendent pas, loin de là, sur la façon dont il faudrait s'attaquer aux problèmes écologiques mondiaux. Il faut accélérer la recherche d'un accord sur les solutions à apporter à ces problèmes et, en particulier, sur les mécanismes nécessaires pour financer et faciliter les transferts de technologie, afin que les pays en développement puissent être associés à la recherche de solutions. Il est essentiel de parvenir à un consensus sur la responsabilité collective du financement des mesures de conservation de l'environnement afin de créer le partenariat mondial indispensable pour assurer l'avenir commun de l'humanité. Les pays industrialisés ont intérêt à mobiliser des ressources financières suffisantes pour aider les pays en développement à atteindre les objectifs écologiques et autres en matière de développement, sans assortir l'aide de nouvelles conditions et détourner l'assistance des activités traditionnelles de développement. La Conférence

des Nations Unies sur l'environnement et le développement qui doit se tenir en 1992 offre à la communauté internationale une occasion unique d'élaborer un accord mondial sur les moyens à mettre en oeuvre pour relever les défis écologiques du monde dans l'optique du développement. Les préoccupations écologiques offrent la possibilité de catalyser la relance du multilatéralisme. Il ne faut pas permettre qu'elles deviennent une source d'affrontements entre le Nord et le Sud.

Conclusions, recommandations et le chemin qui reste à parcourir

43. Le résumé analytique ci-dessus fait ressortir certains points saillants. Il montre qu'au cours des années 80, les changements politiques, économiques et intellectuels ou philosophiques ont eu des effets profonds sur la croissance économique et sur le développement, pris dans leur sens général. Nombre de ces changements ont influé sur l'environnement économique extérieur des pays en développement; d'autres sur leur position politique et leur sécurité; tous ont eu des répercussions sur les schémas de gestion de l'économie mondiale et sur le système économique international. Chaque modification était d'une façon ou d'une autre liée à chacune des autres. Elles ont fait ressortir non seulement l'interdépendance des nations et des problèmes mais également les dimensions nouvelles de la communauté d'intérêt et des préoccupations communes qui unissent le Nord et le Sud. Une approche mondiale est nécessaire pour les résoudre.

44. Dans le dernier chapitre du rapport, nous présentons nos principales recommandations, recommandations que nous avons groupées selon qu'elles appellent des mesures de la part des pays en développement du Sud, des pays développés du Nord ou de la communauté internationale. Nous concluons qu'elles constituent un programme ambitieux dont l'examen nécessitera des échanges de vues préliminaires tant dans les instances spécialisées qu'au niveau intersectoriel. Il faudra donc poursuivre le processus et s'attacher à renforcer l'appui qui lui est fourni en explorant la possibilité de convoquer une réunion au sommet à laquelle participeraient des représentants des différents secteurs de la communauté mondiale.

45. Notre dernière recommandation est donc que le Commonwealth devrait prendre l'initiative de porter ces questions à l'attention de la communauté internationale. Ce faisant, le Commonwealth devrait mettre l'accent sur l'approche mondiale nécessaire pour les résoudre et sur l'intérêt qu'a l'humanité tout entière à les résoudre rapidement et efficacement. Nous esquissons les grandes lignes des moyens qui pourraient être mis en oeuvre pour faire démarrer ce processus.
